



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de l'interministérialité  
et du développement durable**

**ARRÊTÉ DIDD-2021 N° 288 du 06 OCT. 2021** portant mise en demeure  
**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**  
**Société VALEO VISION, à ÉCOUFLANT**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 octobre 2020 portant nomination de M. Pierre ORY en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 février 2019 portant nomination de Mme Magali DAVERTON, sous-préfète hors classe, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté préfectoral SG/MPCC n° 2021-059 du 7 septembre 2021 portant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, secrétaire générale de la Préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2002 n°676 délivré le 11 octobre 2002 à la société VALEO VISION pour l'exploitation d'un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sur le territoire de la commune d'ÉCOUFLANT, à l'adresse suivante, 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant, visant notamment les rubriques 2565, 2567, 2661, 2920, 2940, 2663, 2910, 2925 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral D3-2005 n°452 bis délivré le 8 juillet 2005 portant prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé, en matière de maîtrise et réduction des émissions aériennes de substances toxiques pour la santé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement, établi suite à la visite d'inspection réalisée sur le site de la société VALEO VISION en date du 11 décembre 2020, transmis à l'exploitant par courrier en date du 08 février 2021 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 18 mars 2021, complété par courrier du 23 juillet 2021 ;

**Considérant** l'article 6.4 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé qui prévoit à son 6<sup>ème</sup> alinéa que les moyens internes de lutte contre l'incendie comprennent des robinets d'incendie armés (RIA) de manière que tout point de l'établissement soit atteint par au moins deux jets de lances, la pression minimale de fonctionnement du RIA le plus défavorisé ne devant pas être inférieure à 2,5 bars ;

**Considérant** l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé qui prévoit à son 1<sup>er</sup> alinéa que tout projet de modification est porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet, accompagné des éléments d'appréciation nécessaires ;

**Considérant** l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 08 juillet 2005 susvisé qui prévoit que l'exploitant est tenu de ne plus utiliser de substances à phrase de risque R40, R45, R46, R49, R60, R61, notamment le dichlorométhane et l'acide acrylique, ainsi que celles décrites par l'annexe III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998, à compter du 30 juillet 2005 ;

**Considérant** que les phrases de risques ont été remplacées par des mentions de dangers dans le règlement CLP sur la classification et l'étiquetage des substances et des mélanges, et qu'à ce titre, les phrases de risque susmentionnées correspondent aux mentions de danger H351, H350, H340, H350i, H360F et H360D dans le règlement CLP ;

**Considérant** que lors de la visite du 11 décembre 2020 effectuée sur le site de la société VALEO VISION, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- tout point de l'établissement n'est pas atteint par au moins deux jets de lance de RIA (d'après le plan de l'établissement remis par l'exploitant représentant la localisation des RIA et leur rayon d'action) ;
- des modifications (augmentation des capacités de stockage, modification des installations de combustions, déplacement de silos de stockage, ...) réalisées sur le site de l'exploitant n'ont pas été portées à la connaissance du Préfet ; par ailleurs, le dernier dossier de mise à jour des installations du site transmis par l'exploitant au Préfet par courrier du 25 mai 2018 ne contenait pas les informations suffisantes pour juger du caractère substantiel ou non des modifications de ses installations ;
- une substance classée H351 cancérogène catégorie 2 « susceptible de provoquer le cancer » est encore utilisée par l'exploitant ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles 3.3-1<sup>er</sup> alinéa et 6.4-6<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé, et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2005 susvisé ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société VALEO VISION de respecter les dispositions des articles 3.3-1<sup>er</sup> alinéa et 6.4-6<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé, et de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2005 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine-et-Loire

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.4-6<sup>ème</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé en :

- mettant en place l'ensemble des RIA permettant d'avoir une couverture de l'établissement par au moins deux jets de lances, avec la pression de fonctionnement minimale de 2,5 bars requise pour le RIA le plus défavorisé et en adressant au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de ces dispositions, **dans un délai de quatre mois** à compter de la notification du présent arrêté.

### **Article 2**

La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.3-1<sup>er</sup> alinéa de l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2002 susvisé en :

- adressant au préfet de Maine-et-Loire, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté, un dossier de mise à jour des installations exploitées sur son site, permettant de déterminer le caractère substantiel ou non de l'ensemble des modifications intervenues sur le site depuis l'arrêté préfectoral d'autorisation (plan des installations à jour, description précise des installations avant et après modification, évaluation de leur impact sur l'environnement et les risques supplémentaires susceptibles d'être générés, ...).

### **Article 3**

La société VALEO VISION, exploitant un établissement de fabrication de projecteurs pour automobiles, sis 26, boulevard de l'industrie 49000 Écouflant est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 juillet 2005 susvisé en :

- en arrêtant l'utilisation du produit classé H351 (cancérogène catégorie 2 « susceptible de provoquer le cancer ») et en adressant au préfet de Maine-et-Loire les justificatifs attestant du respect de cette disposition, **dans un délai de six mois** à compter de la notification du présent arrêté.

#### **Article 4**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 à 3 ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

#### **Article 5**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

#### **Article 6**

Le présent arrêté sera notifié à la société VALEO VISION et publié sur le site internet de la Préfecture de Maine-et-Loire.

#### **Article 7**

La secrétaire générale de la Préfecture, le maire d'ÉCOUFLANT, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 06 OCT. 2021

Pour le Préfet et par délégation,  
La Secrétaire Générale de la Préfecture,



Magali DAVERTON

